

La France : un pays socialiste ?

Posté le : 26 février 2013 21:20 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile

Catégorie: Actualité chaude, Europe de l'est, Attitudes, Histoire économique récente, Economie et politique, Fiscalité

Les faits électoraux sont clairs. Pour la première fois de son histoire, le Parti socialiste a tous les pouvoirs en France : la Présidence de la République, l'Assemblée Nationale, le Sénat (avec d'incommodes alliés), la quasi-totalité des Régions, la plupart des grandes villes y compris celles qui étaient considérées naguère comme imprenables comme Paris ou Lyon.

Pour la première fois un Président socialiste a pratiquement tous les pouvoirs avec la durée pour les exercer. Après une phase où il a consciencieusement démolit tout ce que son prédécesseur avait tenté de construire ou d'empêcher, il a asséné un tel choc fiscal ciblé sur les familles aisées, les entrepreneurs et les cadres supérieurs qu'il a bloqué net l'activité économique et démoralisé la nation toute entière.

On mesure aujourd'hui l'intensité de ce choc qui voulait frapper 10% de la population pour épargner les autres 90% et qu'on a aggravé par le climat insultant et haineux qui l'a accompagné. Le bâtiment s'est arrêté net. Les projets d'investissement ont stoppé. Les plans sociaux se sont accélérés. Les boutiques ont vu leur clientèle disparaître. Les gros investissements dans les voitures et l'ameublement ont été remis à plus tard. Le personnel de maison a été licencié. On a cessé d'embaucher. En six mois, des centaines de milliers de chômeurs en plus.

L'échec de cette politique a eu comme conséquence de rendre caduques toutes les prévisions du gouvernement et les engagements du Président. Il avait promis d'inverser la courbe du chômage fin 2013 : on sera bientôt à 11% avec près de 10 millions de foyers vivant en France uniquement de secours publics ou ses succédanés. Il s'était engagé à revenir sous la limite des 3% du PIB pour le déficit public à fin 2013. On sera plus près de 4%, annihilant les sacrifices fiscaux faits par les Français les plus actifs. Voilà maintenant qu'on va tenter de les priver en partie de ce pourquoi ils ont cotisé à taux majoré : les allocations familiales ; la retraite, les déductions pour enfants scolarisés etc.

Les promesses hollandaises de relance de la croissance ont tenu ce que durent les roses.

Du coup les Français commencent à s'interroger sur qui est vraiment ce François Hollande, grossier et désinvolte, qui rigole sur les ruines de leur patrimoine, de leur emploi et de leurs espoirs.

Est-il un simple fumiste qui a réussi un coup politique en bénéficiant des circonstances et qui fait n'importe quoi en ricanant une fois sur le trône républicain ?

Est-il un énarque politicien, culotté mais mal préparé, qui découvre les réalités et qui panique.

Est-ce un simple opportuniste qui joue la démagogie à fond, appuyé sur un quarteron de communicants ?

Est-il un socialiste conséquent, conscient qu'avec les moyens que la 5ème République lui donne, il peut profiter de la crise pour créer un vrai régime socialiste où la "bourgeoisie" serait balayée par l'impôt. Il entrerait ainsi dans le "Panthéon socialiste" pour avoir réalisé une révolution de velours par l'impôt, sans toucher aux droits fondamentaux, sauf celui de la propriété. L'article de Zbig Brataniec, sur ce site, évoque les ressemblances entre le discours Hollandais et celui qu'il a connu

en Pologne au temps du "socialisme réalisé", façon soviétique. Va dans ce sens le fait qu'à 20 ans, F. Hollande, fils de "fasciste", adhéra à l'UNEF-Renouveau communiste et pas à l'UNEF socialiste.

La vérité est probablement un mélange des quatre, ce qui n'est pas reluisant. Et pose la question de savoir si les Français veulent réellement vivre dans une société socialiste.

Après avoir été débarrassée de la guerre d'Algérie, la France a voulu montrer sa volonté d'en finir avec les tensions qui avaient marqué les 100 années précédentes et conduit à des catastrophes humanitaires sans précédent. En risquant la simplification, on peut affirmer qu'elle a considéré qu'elle devait pacifier ses relations avec tout ce qu'une société qualifiée de "bourgeoise" avait défendu avec une certaine énergie. Elle a voulu faire droit aux revendications :

- de la communauté juive, martyrisée par les Nazis, mais avec la complicité de Vichy et qui se considérait encore victime d'un certain antisémitisme latent en France
- de la communauté homosexuelle, mis au ban de la bonne société pendant longtemps et qui se présentait comme persécutée
- des femmes qui revendiquaient la parité, et présentaient également une réclamation victimaire
- des noirs et des arabes victimes du racisme et de la colonisation
- des classes sociales défavorisées qui exigeaient une meilleure prise en considération
- des travailleurs travailleuses, avec qui on cherchait la paix et la fin de la lutte des classes en acceptant la promotion du discours syndicaliste, une grande mansuétude devant la délinquance en col rouge et un arrosage systématique d'avantages divers et pas toujours justifiés
- de la demande de paix générale en Europe via la construction de l'Europe communautaire.
- de la nature martyrisée par les pollutions diverses.
- des délinquants "victimes d'une société répressive"

En gros, les Français ont voulu couper avec une tradition de bourgeois mâles blancs, dominants, productivistes, n'hésitant pas à la conquête et, s'il le fallait, à la répression.

Presque tous les films français depuis 70 montre des bourgeois corrompus, assassins à l'occasion, prêts à tout pour du fric. Il est intéressant de noter que les deux grands succès récents montrent pour l'un que la vraie vie se passe à l'étage des bonnes espagnoles, pas à l'étage du bourgeois sordide et son épouse lamentable et, pour l'autre, que le blanc riche, paralysé à la suite d'une activité sportive à haut risque, choisie probablement pour masquer la vacuité d'une vie bourgeoise et friquée, avait besoin d'un noir de banlieue pour retrouver une existence humaine.

Le Français a voulu devenir politiquement correct, gentil, prêt à toutes les bonnes actions et prêts à encaisser tous les coups que pourraient lui asséner ses anciennes "victimes", du moment que cela ne lui coûte pas grand-chose d'autre que de modestes genuflexions et un peu d'argent.

Fini le bourgeois, le beauf, le fasciste. La France a vécu 40 années de réaction anti-bourgeoise, dans un consentement progressif mais finalement assez général. Il a été rendu plus facile par l'effondrement du communisme. On oublie souvent que, malgré bien des apparences, Mai 68 a été un mouvement largement anti-communiste.

Nous pouvons apporter ici une explication à Zbig Brataniec de la raison pour laquelle les drames qui ont ravagé les Pays de l'Est, et notamment son pays, la Pologne, ont été gommés. On ne pouvait pas à la fois "pacifier" nos relations avec les syndicats et la classe ouvrière tout en assimilant la droite à l'antisémitisme d'Etat et au génocide, en ouvrant un front moral contre les

génocides commis au nom de l'instauration violente du socialisme. On les a donc escamotés.

On dira : vous décrivez la tentative de la gauche et généralisez abusivement à la France entière !

Certes la gauche actuelle couvre assez bien l'ensemble du champ de cette réaction antibourgeoise, et on a vu M. Hollande réactiver tous ses codes, avec le droit de vote aux étrangers, le mariage homosexuel, la politique laxiste de Mme Taubira vis-à-vis des criminels, le discours vis-à-vis de l'Afrique et de l'Algérie etc.

En fait, elle été plutôt absente sur la question des femmes et le mouvement homosexuel ne sera pris en compte qu'assez tard : l'affaire du sang contaminé et l'inculpation de Fabius marque la césure. De même la conversion écologique a été lente.

La gauche politique a été plus opportuniste que motrice. La gauche culturelle a été à la manœuvre.

Rappelons que G. Pompidou, jeune, se voulait socialiste, comme le révèle d'Ormesson dans un livre récent ; R. Barre déclare dans ses mémoires avoir mené une politique "social-démocrate". J. Chirac voulait illustrer un "travaillisme à la Française". Giscard prétendait avoir un cœur, et a inventé "l'énarchie compassionnelle", tout en interprétant mieux que les socialistes nombres d'éléments d'une politique d'ouverture sociétale, notamment vis-à-vis des femmes. L'église elle-même s'est voulue repentante et décidée à se montrer ouverte à bien des nouveautés qu'elle combattait jusque là.

On traite parfois de bobos tous ces Français bien intentionnés, qui grosso modo ont adhéré plus ou moins consciemment à cette réaction anti-bourgeoise. Ils n'aiment pas cela parce que justement ils ne se croient pas bourgeois et ils sont rarement bohèmes : le plus souvent ils sont fonctionnaires ! Le PS est indiscutablement plus en phase avec leur sensibilité aujourd'hui, surtout depuis que Nicolas Sarkozy a décidé, en partie, de revenir sur certains de ses développements. Il **amorcé une réaction contre la réaction**. Il n'est pas difficile de constater que de l'UDI de Borloo aux différents courants anti-sarkosistes de l'UMP (Mme Bachelot, la dénommée NKM, ...), il existe une forte assimilation des thèmes de la réaction "anti-bourgeoise" et anti répressive au sein même de l'UMP. Cette contre réaction ne passe pas facilement au sein de la droite de gouvernement.

Nous assistons depuis une quinzaine d'années à une prise de conscience progressive que cette attitude bonasse a favorisé des abus et des dérives qui deviennent criants. Beaucoup se demandent si le balancier n'a pas été trop loin.

Renoncement au nationalisme d'accord et vive l'Europe ! Mais depuis Maastricht la rupture entre l'Europe des fédéralistes et le peuple est devenue une véritable fracture. On le voit en Italie, ce jour même, avec le résultat des élections, mais c'est la même chose en France.

Renoncement à l'antisémitisme d'accord, mais nous ne pouvons plus suivre la politique d'Israël quand elle alimente une guerre perpétuelle avec le monde musulman ponctuée de crimes et de massacres. Le succès phénoménal du livre de Hessel, mort aujourd'hui, est là pour témoigner de ce revirement. La compétition mémorielle qui sévit désormais entre noirs, arabes, juifs, homosexuels, etc., toujours sur le dos de la France, commence à sévèrement agacer les Français.

L'insécurité est devenue incontrôlable. Un livre récent (Orange Mécanique : l'ensauvagement de la France) révèle que "l'ensauvagement de la France "est désormais sans solutions.

La paix sociale est plébiscitée, mais pas quand elle est détournée pour simplement donner des avantages extravagants aux diverses fonctions publiques, et laisser se développer des pratiques choquantes (Ouvriers du Livre, Marins de Seafrance, Dockers, intermittents du spectacle etc.).

La générosité sociale est admise mais pas quand toute la charité publique est faite sur emprunt tout en créant une fiscalité confiscatoire. L'hyper-fiscalité française ne passe plus. Le sondage de

Marianne de cette semaine le montre bien.

Quant à l'altération de règles millénaires comme celles de la filiation pour complaire à 0.3% des couples, parce qu'ils sont homosexuels, elle a fait réagir des centaines de milliers de Français.

Nous sommes certainement en plein retour de bâton, le fameux "backlash" des anglo-saxons. La politique de Hollande n'est plus en phase avec l'opinion. Il en fait trop. L'effondrement économique français et le climat d'hystérie qu'il entretient vont accélérer "la réaction contre la réaction".

Le mouvement "pacificateur" n'a en fait rien pacifié. Il a multiplié les contradictions et créé les conditions de nouvelles tensions.

Pacifier les relations avec les ouvriers ? Il n'y a plus d'ouvriers. En revanche le chômage va dépasser 11% de la population active.

Pacifier les relations en Europe ? Jamais elles n'ont été plus tendues.

Etc.

Les Français s'aperçoivent qu'on leur demande de refaire des combats historiques clos depuis des décennies. L'esclavage ? Le colonialisme violent et répressif ? L'antisémitisme génocidaire nazi ? Toutes ces batailles sont closes depuis des lustres sans que personne ne demande à les reprendre. C'est à l'époque qu'il fallait se battre contre les idéologies ou les intérêts qui les avaient suscités.

La France qui avait été de toutes les percées technologiques, automobile, cinéma, aviation, grande distribution, banque est incapable désormais de se hisser en tête des combats de titans de la mondialisation. Nos grandes réussites, L'Oreal, Publicis, LVMH, sont toutes des entreprises qui sont nées avant guerre.

La France bourgeoise a été d'un dynamisme industriel, commercial, militaire, intellectuel, culturel extrêmement fécond. En 1930, la France était la première nation du monde. Aujourd'hui elle est insultée par le premier histrion venue et fait rire dans tous les cénacles.

En voulant pacifier, harmoniser, tranquilliser, on a fini par châtrer le pays. La castration a été d'abord fiscale mais aussi morale : on a cultivé **la volonté d'impuissance**, au prétexte que la puissance froissait des élytres et réprimait.

Maintenant nous en sommes au point où nous constatons **l'impuissance de la volonté**.

Oui nous sommes impuissants contre la délinquance, nous sommes impuissants contre les mouvements migratoires non désirés, nous sommes impuissants contre l'Europe de Bruxelles ou contre la politique impossible de Mme Merkel, nous sommes impuissants face au délire monétaire américain, nous sommes impuissants face au mercantilisme de la Chine, nous sommes impuissants face à la toute puissance des hauts fonctionnaires, nous sommes impuissants contre les nouvelles oligarchies régnautes, nous sommes impuissants dans la mondialisation.

Nous-mêmes, nous défendons depuis près de 20 ans toujours les mêmes trois grands thèmes :

- l'organisation monétaire internationale défailante et voulue par les américains tue le capitalisme. Mais la France est muette.

- l'inorganisation de la zone Euro et sa gestion par la norme et la déflation tuent l'Europe. Mais la France n'a aucune doctrine à opposer.

- l'hyper-fiscalité française et la captation du pays par l'énarchie compassionnelle forment les conditions d'un drame qui voit la France sortir des pays dynamiques. Mais la dénonciation des entrepreneurs et des fortunes attise la haine fiscale contre les entrepreneurs et ceux qui réussissent.

C'est parce que la France a cessé de vouloir et de combattre que nous nous sommes laissés enfermer. C'est parcequ'elle récusé la nécessité d'un corps important de "bourgeois" efficaces, c'est à dire de personnes qui gagnent et investissent et qui sont prêts à prendre des risques pourvu qu'on ne les plume pas, qu'elle s'enferme dans le recul et le déclin.

Le refus d'une structure sociale complète et d'une société sans trop de complaisance, explique la déchéance de la volonté française. Elle est la base de sa déréliction économique.

La médiocrité des présidents récents et notamment celle de N. Sarkozy et de F. Hollande sont des marqueurs de l'effondrement de la volonté française.

La France n'est pas socialiste. La suite le montrera.

Mais en voulant faire l'ange, elle a fait la bête. Et elle le paie.

Didier Dufau pour le Cercle des Economistes e-toile.